

L'argent des entreprises en 2000 : le poids de la suraccumulation financière

Fabien Maury

Commentaires

En 2000, les entreprises ont bénéficié de 3 807 milliards de francs de ressources (+19%) sous forme de :

1 747 milliards de francs de profit brut d'exploitation (+3,9%),

549 milliards de francs de revenus financiers (+24%),

91 milliards de subvention d'exploitation, d'aides à l'investissement (-19%),

1 027 milliards de financement par recours au marché financier (+50%),

393 milliards de francs par recours au crédit (+48%).

Elles ont utilisé ces ressources en premier lieu pour satisfaire leur créanciers et leurs actionnaires en leur versant intérêts et dividendes :

Les prélèvements financiers représentent 1 128 milliards de francs (+17%).

Elles ont réalisé pour 1 113 milliards de francs (+54%) de placements financiers (ceci afin de mener à bien les opérations de fusions-acquisitions, Opa-Ope...).

Les investissements productifs représentent 925 milliards de francs (+9%).

Au travers des données fournies par l'Insee on repère le mouvement de restructuration (découpage, de filialisation, d'externalisation mais aussi et surtout le vaste mouvement de fusions, d'acquisitions) et la fuite en avant dans la croissance financière qui a touché les entreprises en 1999 et 2000.

Il a comme conséquence l'exigence de rendements financiers toujours plus élevés et, désormais, la montée des charges d'intérêts. Il faut payer ces charges financières en pompant sur les richesses nouvelles qui, elles, croissent beaucoup moins vite.

D'où, en conséquence, une pression toujours plus importante sur le coût du travail. La part des salaires dans la valeur ajoutée globale stagne à un niveau particulièrement bas. Elle diminue même en 2000 passant de 57,8% à 57,1%. Cette obsession anti-salariale a des effets négatifs sur la demande comme on commence à le ressentir dans la conjoncture actuelle mais aussi sur les qualifications, la qualité de la main d'œuvre (difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises alors qu'il y a officiellement toujours plus de 2,5 millions de chômeurs). En un mot, cela diminue l'efficacité du processus de production (de l'offre).

La crise actuelle d'éclatement de la suraccumulation financière que l'on peut commencer à repérer au travers des comportements de gestion des entreprises en France nécessite une autre construction d'alternative au marché financier . Cela concerne tout particulièrement d'autres critères et circuits que ceux des marchés financiers avec des pouvoirs pour les salariés et les citoyens sur ce qui compte : (l'argent et les financements) et sur les acteurs qui comptent (les entreprises et les banques).

1. Paul Boccard. *L'accélération des fusions acquisitions géantes : significations et défis d'interventions*. *Economie et Politique*, septembre-octobre 1999 et son éditorial dans ce numéro. Frédéric Cordoba. *Responsabiliser socialement les entreprises en instituant des pouvoirs nouveaux sur l'argent et les financements*. *Economie et Politique*, mars-avril 2001.

2. Voir Fabien Maury . *Vers un retournement de la croissance*. Et Salaires : *la nécessité d'un coup de fouet*, *Economie et Politique*, mai-juin 2001.

Ressources des entreprises

| en milliards de Francs | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|--------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Valeur ajoutée brute | 3 979 | 4 024 | 4 186 | 4 433 | 4 591 | 4 802 |
| Masse salariale | 2 532 | 2 592 | 2 668 | 2 775 | 2 909 | 3 056 |
| Profit brut | 1 448 | 1 432 | 1 517 | 1 658 | 1 682 | 1 746 |
| Revenus financiers | 306 | 317 | 347 | 414 | 443 | 549 |
| Aides et transferts | 81 | 107 | 50 | 99 | 113 | 91 |
| Financement externe | 410 | 458 | 436 | 483 | 949 | 1 420 |
| *Par appel au marché financier | 193 | 328 | 297 | 354 | 684 | 1 027 |
| *Par appel au crédit | 217 | 131 | 139 | 129 | 265 | 393 |
| Total des ressources | 2 245 | 2 314 | 2 349 | 2 654 | 3 187 | 3 807 |

Salaires et profits dans les entreprises

| En % | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|--|------|------|-------|------|------|
| Profit brut d'exploitation + revenus financiers | -0,3 | +6,6 | +11,2 | +2,6 | +8,0 |
| Masse salariale | +2,4 | +2,9 | +2,9 | +4,8 | +5,0 |

Evolution du financement externe des entreprises

| En % | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---------------------|-------|------|-------|-------|-------|
| Financement externe | +11,8 | -4,9 | +10,9 | +96,4 | +49,6 |
| * Sur le marché | +69,9 | -9,5 | +19,3 | +93,4 | +50,1 |
| * Par le crédit | -39,9 | +6,5 | -7,0 | +105 | +48,4 |

Source : Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 2000

Ratios

| En % | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|------|------|------|------|------|------|
| Masse salariale / valeur ajoutée globale | 59,1 | 59,7 | 58,9 | 57,2 | 57,8 | 57,1 |
| Profit brut + revenus financiers/ valeur ajoutée globale | 40,9 | 40,3 | 41,1 | 42,7 | 42,2 | 42,9 |

Utilisation de l'argent par les entreprises

| en milliards de Francs | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Investissements productifs | 723 | 731 | 728 | 798 | 850 | 925 |
| Investissements financiers | 174 | 156 | 46 | 165 | 725 | 1 113 |
| Crédits | 71 | 171 | 105 | 168 | 179 | 84 |
| Prélèvements financiers | 799 | 782 | 822 | 918 | 962 | 1 128 |
| Prélèvements obligatoires | 305 | 319 | 347 | 368 | 404 | 419 |
| Autres | 14 | -29 | -11 | 24 | 5 | 47 |
| Total des emplois | 2 117 | 2 163 | 2 076 | 2 483 | 3 170 | 3 761 |

Evolution de l'utilisation de l'argent par les entreprises

| En % | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|----------------------------|-------|-------|--------|--------|-------|
| Investissements productifs | +1,0 | -0,4 | +9,6 | +6,5 | +8,9 |
| Investissements financiers | -10,1 | -70,6 | +359,9 | +437,9 | +53,6 |
| Prélèvements financiers | -2,1 | +2,9 | +11,6 | +4,9 | +17,3 |
| Prélèvements obligatoires | +4,5 | +8,7 | +6,0 | +9,9 | +3,8 |
| Total des emplois | +2,2 | -4,0 | +19,6 | +27,7 | +18,6 |

Source : Les calculs ont été effectués à partir des données du rapport sur les comptes de la Nation 2000.
Les données sont arrondies au milliard de francs

Lexique et définitions

Aides et transferts : ce sont principalement les aides à l'investissement et les subventions d'exploitation reçues par les entreprises.

Autres : regroupe les primes nettes d'assurances dommage, les variations de stocks...

Entreprises : on parle ici exclusivement des entreprises non financières (par conséquent à l'exclusion des banques, des assurances etc.), y compris les entreprises individuelles.

Financement par appel au marché financier : ce sont surtout les émissions d'action.

Investissements financiers : sont regroupés dans cette catégorie les achats de titres financiers par les entreprises, presque exclusivement des actions ou titres d'opcv.

Masse salariale : elle comprend : le salaire net, les cotisations sociales versées par les salariés et les cotisations sociales versées par les employeurs.

Prélèvements financiers : ce sont les intérêts, les dividendes distribués par les entreprises.

Prélèvements obligatoires : ce sont les impôts sur les salaires et la main d'œuvre, sur la production et sur le revenu.

Revenus financiers : il s'agit essentiellement des intérêts et des dividendes perçus par les entreprises.

Valeur ajoutée : les richesses nouvelles créées dans les entreprises au cours du processus de production grâce au travail.

Valeur ajoutée globale : il s'agit de la valeur ajoutée brute + les revenus financiers.